

PREFECTURE  
des  
BOUCHES-DU-RHONE

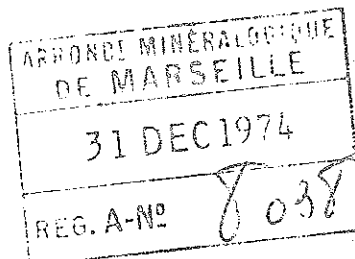
JMP/MLM

République Française

2ème DIRECTION  
4ème Bureau

Bureau de la Protection  
de la Nature  
et de l'Environnement

N° H-73-30  
1ère classe



A R R E T E

LE PREFET DELEGUE POUR LA POLICE,  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi du 19 décembre 1917, modifiée et complétée,  
relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant  
réglementation et nomenclature des établissements précités;

VU le décret du 1er avril 1939 instaurant une procé-  
dure spéciale d'instruction des demandes d'autorisation relatives :

1°) aux établissements consacrés à la production ou  
au traitement des pétroles et essences, dérivés ou résidus naturels  
ou synthétiques, benzols et alcools;

2°) aux dépôts des mêmes produits rangés dans la  
première et la deuxième classes;

VU les règles d'aménagement et d'exploitation des  
dépôts d'hydrocarbures liquides rendues applicables par l'arrêté  
ministériel du 9 novembre 1972;

VU l'arrêté préfectoral du 21 mars 1972 autorisant  
la Société CIBOT-FRANCE à exploiter un dépôt de 2630 m3 d'hydrocar-  
bures liquides dans son usine de Berre-l'Étang;

VU la demande présentée le 5 décembre 1973 par la  
Société CIBOT-FRANCE, à l'effet d'être autorisée à augmenter la  
capacité de stockage du dépôt précité par la construction dans son  
usine de Berre, sur le territoire de la commune de Rognac, de trois  
bacs d'hydrocarbures de catégorie C2 d'une capacité unitaire de  
10.140 m3;

VU les plans annexés à cette requête;

VU les résultats de l'enquête de commodo et incommodo  
à laquelle il a été procédé dans la commune de Rognac du 21 janvier  
au 4 février 1974;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale en date du 15 Janvier 1974;

VU l'avis du Directeur Départemental du Travail et de la Main-d'Oeuvre en date du 21 janvier 1974;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement en date du 24 janvier 1974;

VU l'avis de l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie en date du 2 février 1974;

VU l'avis du Sous-Préfet, Directeur Départemental de la Protection Civile en date du 4 mars 1974;

VU l'avis du Sous-Préfet d'Aix-en-Provence en date du 18 mars 1974;

VU les rapports et avis de l'Ingénieur en Chef des Mines en date des 17 décembre 1973 et 29 avril 1974;

VU l'avis de la Commission Consultative Départementale de la Protection Civile en date du 9 mai 1974;

VU la lettre en date du 18 octobre 1974 n° DCA/5 5687 du Directeur des Carburants, Président de la Commission Interministérielle des Dépôts d'Hydrocarbures;

SUR la proposition du Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône,

Arrête :

ARTICLE 1er. - La Société CABOT-FRANCE est autorisée à porter de 2.630 m<sup>3</sup> à 33.050 m<sup>3</sup> la capacité de stockage de son dépôt de liquides inflammables de deuxième catégorie de son usine de Berre, situé sur le territoire de la commune de Rognac.

L'extension de ce dépôt rangé dans la première classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes sous le n° 255-1er sera réalisée par l'installation de trois réservoirs aériens d'une capacité unitaire de 10.140 m<sup>3</sup>.

ARTICLE 2. - Cette autorisation est subordonnée au respect des prescriptions suivantes :

1°/ Les nouvelles installations seront situées et aménagées conformément aux plans joints à la pétition notamment ceux numérotés :

- 01-10-31-D

- 01-10-32-A

- 476

Aucune modification ou extension ne devra y être réalisée sans avoir été préalablement autorisée par le Préfet.

2°/ Le dépôt d'hydrocarbures et ses dépendances seront installés et exploités en stricte conformité avec les dispositions de l'arrêté du 9 novembre 1972 relatif aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides de première et de deuxième classes.

Le niveau maximal d'utilisation des réservoirs sera fonction à la fois de l'épreuve de résistance et d'étanchéité à laquelle ils auront été soumis en application de l'article 318-12 des règles susvisées et de la densité des produits stockés.

3°/ Les eaux résiduaires de toute nature, qui pourraient être rejetées, devront être conformes aux prescriptions de l'instruction du Ministre du Commerce du 6 juin 1953 (J.O. du 20 Juin 1953).

La teneur en hydrocarbures insolubles ne devra pas dépasser 5 mg/l.

4°/ La lutte contre l'incendie sera organisée avec l'assistance de la Société SHELL FRANCAISE qui dispose de moyens mobiles importants. Les conditions de cette assistance seront réglées par un accord écrit qui sera communiqué au Chef du Service Départemental d'Incendie et de Secours et à l'Inspecteur des Etablissements Classés.

La réserve de liquide émulseur conservée au dépôt sera d'au moins 1.000 litres, le complément étant fourni par les services d'incendie du Complexe Pétrolier de Berre.

Les vannes de manoeuvre des dispositifs d'extinction (refroidissement et mousse) devront être protégées par un écran incombustible de façon à permettre au personnel leur mise en oeuvre sans danger.

Les moyens mobiles de lutte contre l'incendie (extincteurs) devront être déterminés en accord avec l'Inspecteur Départemental Adjoint des Services d'Incendie, 9, Boulevard de Strasbourg, 13003 MARSEILLE CEDEX 3.

ARTICLE 3.- La société pétitionnaire devra, en outre, se conformer aux dispositions :

a/ du Livre II du Code du Travail sur l'Hygiène et la Sécurité des Travailleurs,

b/ du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels et commerciaux,

c/ du décret du 14 novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 4.- L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Etablissements Classés et de l'Inspection du Travail. Il sera tenu à l'exécution de toutes mesures que l'Administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 5.- En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de deux ans à dater de la notification du présent arrêté, ou s'il n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 6.- Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander le permis de construire ou toutes autorisations administratives prévues par les textes autres que la loi du 19 décembre 1917.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

ARTICLE 7.- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8.- Le Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône, le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence, le Sous-Préfet Directeur Départemental de la Protection Civile, le Maire de Rognac, l'Ingénieur en Chef des Mines, Inspecteur des Etablissements Classés, l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article 16 du décret n° 64-303 du 1er avril 1964.

MARSEILLE, le 16 Décembre 1974

POUR LE PREFET DELEGUE  
POUR LA POLICE

Le Secrétaire Général

Paul RAILLARD